

Avant-propos

1870, à la charnière du siège classique et de la guerre urbaine contemporaine

Antoine REVERCHON

La guerre de 1870 a été présentée par l'historiographie militaire, par l'historiographie classique, par les écoles d'état-major, d'abord en Allemagne, et ensuite dans la plupart des pays, comme le modèle même de la guerre de mouvement, comme la réincarnation réussie par la Prusse clausewitzienne de la « manœuvre napoléonienne » – et c'est ce modèle qui aurait été « perdu » en 1915 après la Marne, sans cesse recherché par les belligérants enlisés dans la guerre de tranchées, et enfin retrouvé avec le *Blitzkrieg* de 1940¹.

1870-1871, guerre de siège

Notre première intuition est que cette guerre de 1870 peut aussi être lue comme une guerre de sièges, comme ce que les historiens militaires appellent avec un peu de mépris « une guerre d'Ancien Régime », une guerre du XVIII^e siècle qui s'articule autour d'une série de sièges de places fortes – et de tentatives de lever ces sièges. Les contemporains – militaires et civils – ont attaché une grande importance à la conquête et à la défense des villes fortifiées. Cette perception est aujourd'hui partagée par une

1. Cette communication a été préparée grâce aux sources et ouvrages qui suivent : AMBERT général baron, *Histoire de la guerre de 1870-1871*, Paris, Plon, 1873 ; AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, *1870 - La France dans la guerre*, Paris, Armand Colin, 1989 ; FERMER Douglas, *Sedan 1870 - The Eclipse of France*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2008 ; FERMER Douglas, *France at Bay - The Struggle for Paris*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2011 ; GRAND ÉTAT-MAJOR PRUSSIEN, *La guerre franco-allemande de 1870-1871*, Paris, Éd. J. Dumaine, 1880 (6 vol.), reproduction de documents prêtés aimablement par Stéphane PRZYBYLSKI ; HALÉVY Ludovic, *Récits de guerre - L'invasion - 1870-71*, Paris, Boussod, Valadou & C^{ie}, 1892 ; HORNE Alistair, *The Fall of Paris*, Londres, MacMillan Éd., 1965 ; LECAILLON Jean-François, *Le Souvenir de 1870 - Histoire d'une mémoire*, Paris, Giovanangeli, 2011 ; LECAILLON Jean-François, *Les Femmes et la guerre de 1870-71*, Paris, Pierre de Taillac, 2021 ; LE TĒRVANICK Georges, *Souvenirs de l'Année Terrible*, Paris, Ramsay, 2010 ; LUDWIG Emil, *Bismarck*, Paris, Payot, 1984 ; MILZA Pierre, *L'Année terrible*, t. 1 : *La guerre franco-prussienne*, Paris, Perrin, 2009 ; MOLTKE Helmut von, *La guerre de 1870*, trad. Ernest JAÉGLÉ, Paris, Le Soudier, 1891 ; ORTHOLAN Henri, *L'Armée de la Loire 1870-1871*, Paris, Giovanangeli, 2005 ; ORTHOLAN Henri, *L'Armée de l'Est 1870-1871*, Paris, Giovanangeli, 2009 ; ORTHOLAN Henri, *L'Armée du Nord 1870-1871*, Paris, Giovanangeli, 2011 ; PRZYBYLSKI Stéphane, *La campagne militaire de 1870*, Metz, Serpenoise, 2004 ; PRZYBYLSKI Stéphane, *Atlas de la guerre 1870-1871*, Metz, Paraiges, 2014 ; ROTH François, *La Guerre de 70*, Paris, Fayard, 1990 ; SARDAIN Marie-France, *Défenses et sièges de Paris 1814-1914*, Paris, Economica, 2009 ; ZOLA Émile, *La Débâcle*, Paris, G. Charpentier et É. Fasquelle, 1892.

nouvelle littérature historique et stratégique, qui revisite avec un œil neuf l'histoire de cette guerre. Les villes, leur siège, leur résistance, présentent en effet trois dimensions.

Tout d'abord, les villes fortifiées constituent les bases du ravitaillement et du regroupement des renforts, les nœuds de convergence (ou de blocage) des routes ou des voies ferrées : leur contrôle est indispensable à la logistique des armées en campagne, il détermine leurs étapes et bien souvent leurs objectifs.

Une fois Paris investie, le 19 septembre 1870, la suite des manœuvres de l'armée allemande, jusqu'à la capitulation de la ville le 28 janvier 1871, consiste à empêcher les armées de secours de briser le siège et de menacer les lignes de ravitaillement du corps de siège, ou encore de bloquer les sorties de la garnison. Symétriquement, la stratégie du gouvernement républicain est de parvenir à lever le siège, dans un premier temps en attaquant les assiégeants avec des armées de secours qui convergent depuis les provinces, ensuite en coupant leurs lignes de ravitaillement dans l'Est du pays.

La stratégie choisie par Gambetta et Freycinet consiste donc à dépêcher directement au secours des assiégés les armées levées dans les provinces dès qu'elles sont en mesure de marcher vers la capitale. En effet, plus ces offensives interviennent tôt, plus elles bénéficient du fait que de nombreuses unités allemandes sont encore retenues par les sièges en cours, en particulier celui de Metz. D'où l'impatience de Gambetta à voir agir ses corps d'armée, et la succession de mouvements en avant effectués par l'Armée de la Loire au début puis à la fin de novembre, puis par l'Armée du Nord mi-décembre et mi-janvier, sans attendre que plusieurs armées de province soient simultanément prêtes pour avancer de concert vers la capitale.

De ce fait, le siège des places fortes situées sur les voies ferrées menant d'Allemagne à Paris devient l'autre enjeu opérationnel de la guerre : tant qu'elles résistent, elles gênent considérablement le ravitaillement des assiégeants de Paris ; inversement, leur chute permet de libérer des unités qui peuvent participer aux opérations contre les armées de secours levées en province.

« Si la France entière a suivi l'exemple de Paris, écrit le 13 octobre à sa femme le général Ducrot, commandant des 13^e et 14^e corps d'armée, si elle est résolue à une résistance désespérée, ne peut-elle pas à son tour établir autour de l'armée ennemie un vaste cercle, infranchissable à ses convois, le priver ainsi de ses moyens de ravitaillement, ou du moins, les rendre si difficiles qu'il éprouve de sérieuses difficultés pour faire vivre son immense armée ? Se trouvera-t-il en France un général, un homme intelligent et énergique, pouvant concevoir et mettre à exécution un pareil plan de campagne ? Là est la question. »

Après le coup de main de la brigade de Ricciotti Garibaldi contre Châtillon-sur-Seine, le 19 novembre, le *Kronprinz* Frédéric note dans son journal : « Si les Garibaldiens avaient réussi à tomber sur Vitry-le-François ou tout autre point de nos lignes de chemin de fer, ils auraient été en mesure de couper en un instant toutes nos communications avec la frontière et le pays. » Et Busch, secrétaire de Bismarck, écrit dans son journal, aux alentours du 15 décembre : « Que se passerait-il si les Français, débouchant du sud-est avec 300 000 hommes, tombaient sur notre fragile ligne de communication avec l'Allemagne ? Nous serions facilement obligés de laisser Paris. »

Au fur et à mesure que le siège se prolonge, l'approvisionnement de l'armée allemande devient son principal défi stratégique. Les lignes de chemin de fer passent

en effet par les villes encore assiégées – Strasbourg, Metz, Toul – mais aussi par des tunnels ou des ponts détruits par les Français en retraite. L'état-major allemand crée à Versailles une commission spéciale chargée de l'aménagement des voies et de la sécurité des transports, sous le commandement du général von Brandenstein, dont des délégations sont installées à Sarrebruck, Wissembourg, Nancy et Épernay. Moltke donne l'ordre d'activer le siège des places situées sur les lignes : bombardées. Des déviations contournent les quatre tunnels éboulés à Mauvages (Meuse), Rilly-la-Montagne (Marne), Vierzy (Aisne) et Nanteuil-sur-Marne (Seine-et-Marne) ; des ponts provisoires sont jetés sur les cours d'eau ; une voie de contournement de Metz assiégée est construite à partir de relevés topographiques effectués dès avant la guerre. La chute de Montmédy, le 14 décembre, puis de Mézières, le 1^{er} janvier 1871, ouvre une voie alternative passant par Longwy, Sedan et le nord de la France, mais elle est à voie unique.

À la fin de septembre 1870 les trains peuvent rouler sans rupture de charge depuis l'Allemagne jusqu'à Commercy, sur la ligne principale ; le 14 octobre jusqu'à Nanteuil, près de Château-Thierry, *via* Châlons et Épernay ; et à la fin de novembre jusqu'à Lagny-sur-Marne, entre Meaux et Paris, terminus qui dessert le corps de siège. Chariots et chevaux prennent le relais jusqu'aux lignes d'investissement de la III^e Armée au sud de la capitale, et au détachement d'armée face à la Loire. Une autre ligne, plus au nord, alimente à partir de Reims la IV^e Armée, au nord de Paris, et la I^{re} en Picardie et en Normandie. La ligne va de Reims à Soissons le 29 octobre, à La Fère le 25 novembre, à Gonesse le 25 décembre.

Cependant, ces communications sont extrêmement fragiles, comme le montre le sabotage du viaduc de Fontenoy-sur-Moselle par un corps franc le 21 janvier 1871. L'armée allemande doit poster des garnisons tout au long de ses voies de communication pour les protéger contre les francs-tireurs. Au 31 janvier, près de 150 000 hommes sont affectés à cette tâche, répartis comme suit : gouvernement général de l'Alsace, vingt-trois bataillons, huit escadrons, deux batteries ; gouvernement général de Metz (Moselle) : quinze bataillons, deux escadrons, une batterie ; gouvernement général de Lorraine (départements occupés des Vosges, Meurthe et Meuse) : trente-deux bataillons, sept escadrons, trois batteries ; détachement Krenski (à Commercy) : six bataillons, deux escadrons, deux batteries ; gouvernement général de Reims (départements de la Marne et environs) : vingt bataillons, cinq escadrons, trois batteries. De plus, chacune des grandes unités situées sur le front détache des bataillons pour garder ses arrières immédiats et ses dépôts : cinq bataillons et un escadron pour la I^{re} Armée, neuf bataillons et cinq escadrons pour la II^e, onze bataillons et neuf escadrons pour la III^e, quatre bataillons et deux escadrons pour la IV^e, soit plus de 30 000 hommes.

Malgré ce dispositif, rien n'y fait : les sabotages sont incessants, les trains ne peuvent avancer qu'au ralenti, et rouler uniquement de jour. En octobre, il faut cinq jours pour aller de Wissembourg à Nanteuil, contre une journée en temps de paix.

Ensuite, les sièges permettent de fixer une portion considérable des forces ennemies – que ce soit pour l'assiégeant qui y enferme une armée ennemie ou pour l'assiégé qui oblige l'ennemi à y affecter une grande partie de ses effectifs. Les redditions successives des places fortes de l'est libèrent un nombre croissant d'unités allemandes pour entrer en campagne contre les armées de province levées par la Défense nationale ; ou pour renforcer les lignes d'investissement de Paris contre les sorties de sa garnison : Toul

tombe le 23 septembre, Strasbourg le 28, Soissons le 15 octobre, Metz le 28, Verdun le 8 novembre, Neuf-Brisach le 10, Thionville le 24, Montmédy et Phalsbourg le 14 décembre, Mézières le 1^{er} janvier 1871, Rocroi le 6, Péronne le 9, Longwy le 21. Seules Bitche et Belfort, respectivement assiégées depuis le 24 août et le 8 novembre, tiennent encore à l'armistice.

En cela, la péripétie militaire qui pourrait être qualifiée de décisive quant à l'issue finale de la guerre serait, plutôt que la bataille de Sedan ou toute autre bataille en rase campagne, la capitulation de Metz, qui non seulement livre aux Allemands les 180 000 hommes de la dernière armée régulière française et tout leur équipement, mais encore un nœud ferroviaire essentiel. Et surtout, la capitulation de Metz permet à Moltke de faire participer les 200 000 soldats du corps de siège à la suite de la campagne. Les I^{re} et II^e Armées sont dirigées dès le 31 octobre vers l'ouest pour renforcer et couvrir le siège de Paris contre les armées de secours, réduisant à néant la stratégie de Gambetta. Des sept corps d'armée qui assiégeaient Metz, deux restent à la I^{re} Armée, chargée de couvrir le nord de Paris ; trois à la II^e Armée, qui s'occupe du sud ; un autre va renforcer les lignes autour de la capitale, tandis qu'un dernier doit escorter les prisonniers de Metz vers l'Allemagne. Ce sont ces renforts qui permettent à Moltke de venir à bout des armées de la Loire, de Normandie, du Nord et enfin de l'Est levées par la République.

Enfin, au-delà de leur aspect militaire, les villes fortifiées revêtent une haute valeur politique. À partir de septembre 1870, si la guerre s'articule autour du siège de Paris, c'est parce que la ville est considérée par les deux camps comme la clé politique du conflit. Une fois intégré le fait que le gouvernement de Défense nationale poursuit la lutte et lève de nouvelles troupes, l'objectif stratégique que Moltke fixe à ses armées n'est plus l'anéantissement des forces militaires adverses mais, comme en 1814, la prise de Paris, où s'incarne la volonté politique de poursuivre la guerre. Il s'agit de briser le moral des dirigeants français et de l'opinion et leur résolution de refuser l'annexion de l'Alsace et de la forteresse de Metz. Et c'est effectivement l'armistice, qui entraîne la capitulation de Paris, le 28 janvier 1871, qui ouvre le cycle de négociations aboutissant à la paix et au Traité de Francfort. À l'inverse, a-t-on longtemps cru, la résistance de Belfort a « sauvé » de l'annexion les cantons du sud de l'Alsace ; mais en réalité il s'agit bien davantage de rapports de force entre grandes puissances, dont Bismarck devait tenir compte, que d'un hommage à l'héroïsme d'un chef, d'une garnison et d'une population indomptables.

Une guerre moderne

La deuxième intuition que nous proposons pourrait paraître paradoxale après tout ce qui précède. En effet la guerre de 1870 est aussi très « moderne » – l'historiographie l'a dit et redit en ce qui concerne les armes déployées (fusil à aiguille, canons en acier), l'usage intensif du train et du télégraphe, prémices de la « guerre industrielle » – mais elle est aussi moderne dans sa dimension de guerre de siège.

Permettez-moi cette longue citation de Jean-François Lecaillon, dans son ouvrage *Les Femmes et la guerre de 1870-71* :

« La guerre franco-allemande est l'occasion de nombreux sièges que les invasions de 1792 et 1814 n'avaient pas connus. Il y a là une caractéristique inédite pour la

génération de 1870. En effet, la portée de l'artillerie permet de couvrir la quasi-totalité de l'espace habité (sauf à Paris où seuls quelques arrondissements furent touchés). Personne n'est à l'abri. La population peut même devenir une cible à part entière. À la différence des guerres de siège du passé, les bombardements n'ont pas vocation à ouvrir une brèche dans les lignes de défense par laquelle les assaillants pourraient s'engouffrer. À Paris comme à Metz ou Strasbourg, les Prussiens n'envisagent pas de prendre la ville d'assaut. Plutôt que de se lancer dans de meurtrières batailles de rue, ils préfèrent attendre la reddition des défenseurs précipitée par la pression des civils excédés ou par la compassion des autorités confrontées aux effets de la famine. Metz et Paris capitulent précisément à partir du moment où les réserves alimentaires atteignent un niveau jugé insupportable : les enfants commencent à mourir. Et si cette réalité est parfois exagérée, le fait est que les populations concernées en ont la conviction. Les récits de souvenirs en témoignent. Dans bien des cas, la menace de ces destructions massives suffit à dissuader toute forme de résistance. Contre l'avis des plus déterminés, nombre de maires déclarent leur commune ouverte pour leur épargner le feu des combats. »

Peut-être pourrait-on dater de 1870 la naissance de la « guerre aux civils » comme intention politico-stratégique assumée ? Si l'on prend le cas du siège de Paris, Moltke, lorsqu'il arrive devant la ville, estime à huit ou neuf semaines ses réserves alimentaires et prévoit une capitulation au début de décembre. Il donne même l'ordre de renvoyer en Allemagne l'artillerie de siège qui a servi contre Strasbourg et Metz, et qu'il estime inutile.

Mais, à la date prévue, Paris tient toujours. Bismarck, qui estime que le bombardement a été efficace contre Strasbourg, demande que Paris subisse le même sort. Il pense pouvoir briser la volonté de l'opinion parisienne, plus résiliente que prévue, par la terreur, alors que Moltke estime ce coûteux déploiement de moyens inutile quand le manque de nourriture devrait conduire au même résultat. Moltke met en avant la difficulté logistique d'amener les canons lourds et leurs munitions – il faut, dit-il, trois cents pièces lourdes approvisionnées à cinq cents coups chacune, dont le transport jusqu'aux batteries nécessite 4 500 voitures et 10 000 chevaux. Le *Kronprinz* aussi est contre, par souci humanitaire et parce qu'il craint les réactions de l'étranger.

Le 17 décembre, constatant que les Français s'entêtent, le Roi Guillaume tranche en faveur de Bismarck : Paris sera bombardée. À la grande fureur de Bismarck, ce n'est qu'à la fin du mois que la logistique allemande parvient à acheminer l'artillerie de siège. Le bombardement commence le 30 décembre, d'abord contre les forts du sud de la capitale, puis contre la ville elle-même à partir du 5 janvier 1871. Il dure jusqu'au 27 janvier, interrompu seulement par les périodes de brouillard et lors de la « sortie de Buzenval », le 18 janvier, ultime tentative de briser le siège depuis l'intérieur.

Le « résultat » de ce bombardement reste encore un objet de controverse pour les historiens. Si il fit peu de victimes civiles (111 tués et 290 blessés) et de relativement faibles dégâts, les témoins en gardent un souvenir de terreur, dont l'effet serait, selon certains, d'avoir soutenu « l'esprit de résistance ». Mais il se peut aussi que les obus des Krupp aient renforcé la conviction des dirigeants du gouvernement de la Défense nationale en faveur de la capitulation – déjà acquise par l'état du ravitaillement et l'annonce des défaites des armées de province. L'ambiguïté de l'équation de la « guerre aux civils », et du terrorisme en général, est ainsi déjà posée : s'en prendre aux « innocents » pour briser l'esprit de résistance peut tout aussi bien le raidir, car

faire plier l'adversaire par la terreur n'est possible que parce qu'il existe chez l'ennemi des relais suffisants entre un « état de l'opinion » et l'autorité politico-militaire : la circulation de l'information, la presse, les manifestations, bref l'expression publique collective des expériences et des sentiments privés.

Ces « media » font de la « guerre aux civils » une arme à double tranchant. Les bombardements des villes, Strasbourg et Paris en particulier, suscitent des campagnes de presse et l'indignation des opinions publiques, en France et à l'étranger – l'utilisation du télégraphe et de nouvelles techniques de reproduction de l'image dessinée ou photographiée renforcent la puissance des sentiments moraux et la rapidité de leur diffusion.

Les sièges suscitent ainsi des mouvements de solidarité, des appels à ce que nous appellerions aujourd'hui des interventions humanitaires – l'une des communications de la publication évoque le rôle des associations de secours suisses pendant le siège de Strasbourg. C'est pendant cette guerre, et le plus souvent dans les villes assiégées, qu'interviennent les « ambulances » étrangères (américaine, irlandaise, suisse, etc.) qui tentent de soulager les maux des civils. Bref, on voit apparaître les prémisses d'une « conscience morale » internationale. Si les uns s'attaquent aux civils pour infléchir la décision politique par la terreur, les autres ripostent en cherchant à infléchir cette même décision par l'appel à l'humanité, à la morale, à la religion, à la civilisation.

Cette interrogation traverse les dirigeants politico-militaires des deux camps. Elle est par exemple manifeste dans ce qu'écrivait le *Kronprinz* dans son journal, alors que le bombardement de Paris commence au début de janvier :

« Plus cette lutte dure, le mieux c'est pour l'ennemi et le pire pour nous. L'opinion publique européenne ne peut rester inerte devant ce spectacle. Nous ne sommes plus regardés comme les innocentes victimes du mal, mais plutôt comme des vainqueurs arrogants, qui ne se contentent plus de la conquête de leur ennemi, mais cherchent à le mener à la ruine totale. Les Français n'apparaissent plus aux yeux des neutres comme menaçants et imprévisibles, mais comme un peuple au cœur héroïque qui défend ses plus chers biens contre des ennemis tout puissants dans un combat honorable. Bismarck nous a fait grands et puissants, mais il nous a volé nos amis, les sympathies du monde et... notre conscience. »

Ce dilemme moral prend d'autres formes quand se taisent les canons de la guerre. Pendant le siège de Strasbourg, l'artillerie allemande avait incendié la bibliothèque de l'université : des archives d'une immense valeur, des manuscrits médiévaux, des incunables partent en fumée. L'indignation est vive, en France bien sûr, mais aussi à l'étranger, et même en Allemagne, en particulier dans le monde universitaire. Après la guerre, les universités allemandes se mobilisent pour envoyer à Strasbourg annexé plusieurs de leurs archives les plus précieuses, reconstituant ainsi un fonds – en particulier médiéval – devenu aujourd'hui l'un des plus prestigieux du monde, d'autant que les archives des universités allemandes ont elles-mêmes été ravagées par les bombardements de la Seconde Guerre mondiale et le pillage soviétique.

Le choix de la « guerre aux civils » et le questionnement moral qu'elle suscite débouchent après 1870 sur une réflexion qui mène à une nouvelle régulation de la violence militaire, à un nouveau droit de la guerre, qui se met en place à la fin du XIX^e siècle et se développe au XX^e, « à la faveur », si l'on ose dire, des deux conflits mondiaux. Mais cette généalogie reste à étudier.

L'importance de la guerre de siège, une donnée à redécouvrir

La troisième intuition, ou proposition, que nous défendons est que l'on pourrait relire l'histoire militaire des XIX^e, XX^e et même XXI^e siècles au prisme de l'importance méconnue de la guerre de siège. Ce qui est somme toute logique si l'on considère que cette période est celle d'un essor urbain gigantesque. La ville est au cœur de la société, comment ne serait-elle pas au cœur de la guerre ?

Il est frappant de constater le rôle majeur que les contemporains et les acteurs des guerres napoléoniennes, et Napoléon lui-même dans sa *Correspondance*, donnent aux « places » fortifiées dans leurs considérations, leurs décisions, ou encore dans leurs récits et leurs analyses *a posteriori*. Trois des principaux critiques de la « manœuvre napoléonienne », Clausewitz, Jomini et Rogniat, montrent à quel point le mythe de la « bataille décisive » – qui a pourtant nourri la réflexion des stratèges et des historiens pendant les deux siècles qui ont suivi – a fait oublier l'importance de ce que Jomini appelle la « logistique » : les lignes de ravitaillement, les bases d'opération, qui s'articulent autour de villes, pour la plupart fortifiées, et des routes qui les relient.

Et pourquoi ne pas lire la « guerre de tranchées » qui gèle le front de l'Ouest en Europe de Noël 1914 à mars 1918 comme une gigantesque guerre de siège, « déroulant » le front fortifié urbain en une ligne continue de la Suisse à la mer du Nord, où les armées s'affrontent avec toutes la science de Vauban : tranchées, circonvallations, mines et contre mines, artillerie lourde chargée de « faire la brèche », outils et travaux de terrassement ?

Il en va de même pour la « guerre aux civils » durant la Seconde Guerre mondiale : pour abattre la force morale, politique et économique de l'ennemi, priver ses dirigeants des ressources et de l'appui de la société civile, les armées frappent à l'arrière du front, à travers un siège « vertical » des villes, c'est-à-dire leur bombardement aérien visant à leur anéantissement, jusqu'au *climax* d'Hiroshima et Nagasaki, sinistre absolu de la poliorcétique. L'*US Air Force* n'avait-elle pas prévu une dizaine d'autres bombardements atomiques sur des villes japonaises de plus en plus grandes ?

Le rôle des sièges apparaît également comme majeur dans le registre de la symbolique et du politique, avec la conquête maison par maison, semble-t-il militairement inutile aux dires des analyses *a posteriori*, comme à Stalingrad, Berlin, Hué ou Marioupol.

Il est tout aussi frappant de constater que dans les guerres asymétriques plus contemporaines (décolonisation, points chauds de la guerre froide, terrorisme, guerre « hybride » et même cyberguerre), la guerre urbaine est décisive et prend la forme d'un « siège en profondeur », quartier par quartier, maison par maison, comme au siège de Saragosse (1811).

La prise de contrôle politique et physique (bataille d'Alger), parfois au prix de la destruction totale et systématique (Grozny, Alep, Fallouja, Rakka, etc.) pourrait paraître paradoxale alors que l'ennemi est censé être furtif, invisible, mobile, capable de frapper n'importe où, en quelque sorte déterritorialisé. C'est pourtant un centre géographique et urbain que l'on frappe pour l'anéantir, déraciner ses moyens de commandement, laissant à Alep ou Rakka les mêmes images de ruines urbaines incendiées qu'à Stalingrad en 1943, à Strasbourg en 1870, à Saragosse en 1811. Là aussi ce sont les armes de Vauban – bombardements, tranchées, mines, brèche – amplifiés par les drones, les robots et la vision électronique, qui sont employés.

Encore et toujours, pour vaincre, le soldat doit percer des murs.



FIG. 1. – Nancy, cimetière de Préville. Le carré militaire allemand.
Photographie : Jérôme Weber.